

«Le statu quo n'est plus une option»

DURABILITÉ Directeur du centre de recherche interdisciplinaire de l'EPFL axé sur la nutrition et les aliments et contributeur d'un rapport remis hier à Guy Parmelin, Christian Nils Schwab trace la voie d'un système alimentaire durable à l'horizon 2030

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMI ZAÏBI
@ZaibiSami

Scientifiques et citoyens sonnent l'alarme. Hier à Berne, 42 chercheurs ont remis aux autorités fédérales un guide expliquant comment la Suisse peut établir un système alimentaire durable d'ici à 2030. L'Assemblée citoyenne pour une politique alimentaire, composée de citoyens de tout bord et de toutes origines, a également transmis aux politiciens ses conclusions.

Les deux documents exigent un virage serré, bien loin de ce qui y est fait à Berne, alors que le Conseil des Etats vient de valider une version édulcorée de la prochaine politique agricole nationale (PA22), laquelle ne prendra pas en compte la dimension climatique de l'agriculture. Christian Nils Schwab, directeur de l'Integrative Food and Nutrition Center (IFNC) de l'EPFL et membre du comité scientifique à l'origine du rapport, revient sur les principales mesures proposées.

Pourquoi est-il si important de transformer notre système alimentaire? La façon dont on produit, transforme, transporte, conserve et consomme la nourriture représente 28% des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse. Le système alimentaire est donc un contributeur majeur au changement climatique. En termes de santé, entre 40 et 50% de la population mondiale est en situation de malnutrition ou de sous-nutrition, tandis que 42% des Suisses sont en surpoids. Il y a urgence.

Quel est l'intérêt du rapport que vous remettez aujourd'hui aux autorités politiques? Le débat sur les questions alimentaires prend chaque jour de l'ampleur, mais il est trop souvent entaché par les émotions et les intérêts sectoriels. L'idée de ce rapport est d'amener une perspective scientifique basée sur une lecture objective des faits. C'est la première tentative structurée de traduire les objectifs de la Confédération, notamment ceux de l'agenda 2030 (réduction de 25% de l'empreinte carbone de notre système alimentaire) dans une série de mesures basées sur la science.

Une des principales mesures consiste à réduire de moitié la consommation de viande et de produits laitiers. Est-ce



Christian Nils Schwab soutient que la métamorphose du système alimentaire est réalisable tant matériellement qu'institutionnellement, et que le grand enjeu est désormais celui de la volonté politique. (2 FEVR. 2023/REMO NAEGELI POUR LE TEMPS)

inévitables? Oui, autant pour des raisons environnementales que de santé publique. Selon la Société suisse de nutrition et le GIEC, on devrait même diminuer de deux tiers cette consommation, soit 15 kg de viande par personne par an, contre 50 kg actuellement. Au niveau climatique, la moitié de l'empreinte carbone de l'alimentation est due au lait et à la viande. On n'atteindra pas nos objectifs climatiques sans empoigner cette problématique.

La population est-elle prête pour un changement aussi radical? Les mentalités évoluent lentement, mais dans le bon sens. Pour opérer le changement, il faut trois ingrédients: la conscience du problème, des alternatives attractives et des compétences nouvelles. Concernant la conscience, plus grand monde n'ignore désormais les problèmes inhérents à notre alimentation. Pour ce qui est des alternatives, elles fleurissent un peu partout, à l'image des produits à base de protéines végétales. Enfin, pour les compétences, cela passera notamment par un plus grand savoir-faire dans la préparation culinaire des nouvelles sources de protéines. Mais tout cela est possible! A l'EPFL, grâce à une offre adaptée et qualitative, 56% des 11000 plats consommés chaque jour sont végétariens, contre 5% en moyenne nationale.

Une des propositions phares est la création d'un fonds de transition. Qu'est-ce? Beaucoup d'effort a été mis dans la chronologie des recommandations proposées: il s'agit dans un premier temps de demander, puis dans un second temps d'exiger. Le fonds de transition s'inscrit dans la première phase et aurait pour vocation de financer les incitations au changement, notamment avec des campagnes d'information, des programmes de formation pour les métiers concernés ou encore la mise en place de primes de compensation pour les reconversions agricoles. Ce dispositif a certes un prix, mais le coût de l'inaction sera beaucoup plus élevé que celui de l'action! Le statu quo n'est plus une option.

Quel rôle doit jouer la technologie? Un rôle essentiel. Pendant des décennies, l'industrie agroalimentaire a

essentiellement mobilisé la technologie à des fins de profit, et trop souvent au détriment des produits et des consommateurs, ce qui a généré de la méfiance. Mais la technologie sera nécessaire notamment pour trouver des alternatives riches en protéines, des solutions d'emballage durables, des méthodes agricoles plus sobres.

Que reprenez-vous des conclusions de l'Assemblée citoyenne pour une politique alimentaire? Bien que très différentes, les deux démarches sont absolument complémentaires. L'assemblée citoyenne, qui est représentative de la population, donne une vision sur la nature du changement à effectuer, dans le quotidien des gens. Quant au comité scientifique, il s'attaque également aux aspects politiques et institutionnels qui peuvent rendre le changement possible. Ce qui est intéressant, c'est de constater que les deux rapports, l'un émanant de scientifiques, l'autre de citoyens, tendent vers la même direction. Ils prouvent que la métamorphose du système alimentaire est réalisable tant sur le plan matériel qu'institutionnel. Le grand enjeu est maintenant celui de la volonté politique.

Les deux rapports accordent une importance centrale à la gouvernance. Pourquoi? Aujourd'hui, les différents groupes d'intérêts génèrent des conflits intenses à propos d'alimentation, ce qui donne des débats extrêmement polarisés qui débouchent sur des impasses politiques. La gouvernance réinventée doit trouver un moyen pour transcender ces clivages et œuvrer à l'élaboration de consensus. La proposition principale du comité scientifique est de créer une commission thématique sur l'avenir du système alimentaire. Celle-ci devrait représenter l'ensemble de la chaîne de valeur, obtenir un statut institutionnel permanent et avoir une vision systémique et à plus long terme de la politique alimentaire. A cela devra s'ajouter une participation régulière des citoyens, par exemple via des assemblées citoyennes. Mais il faut se presser: plus on attend que les crises alimentaires annoncées se manifestent, plus on sera dans le désarroi et la souffrance. ■

INTERVIEW

Au Tessin, les élections cantonales font exploser tous les records

COURSE Un grand nombre de listes mineures ont été lancées en vue du scrutin du 2 avril. Un élément surprenant: les femmes représentent 40% des candidatures

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Neuf cent vingt-quatre. C'est le nombre de candidatures aux élections cantonales tessinoises du 2 avril. Un record: cela fait 190 noms de plus qu'en 2019, année du précédent record, et 300 de plus qu'en 2015. «Je crois qu'en Suisse, il n'y a jamais eu autant de candidats pour le nombre de places à pourvoir; plus de neuf aspirants députés par siège», commente Oscar Mazzoleni, directeur de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne.

Sur les 14 listes (contre 16 en 2019), huit ont soumis 90 noms pour le Grand Conseil, soit le nombre de sièges total du parlement. Parmi celles-ci, deux formations viennent à peine d'être

créées: Avanti, née de la dissidence d'une aspirante candidate socialiste au Conseil d'Etat, et HelvEtica, représentant notamment les antivax. «Ceci n'est pas banal au Tessin où habituellement, les listes minoritaires peinent à rassembler des candidatures», constate Oscar Mazzoleni. Sur des thèmes d'actualité, notamment liés au marché du travail et aux mesures adoptées durant la pandémie, des personnalités qui n'ont pas forcément une expérience au parlement ont lancé des listes, avec un succès étonnant, observe le politologue.

Partis historiques à la baisse

Cela s'explique par le contexte socioéconomique général et l'affaiblissement des partis historiques et de la Ligue des Tessinois, qui ont vu leur importance au sein du Grand Conseil s'effriter ces dernières années, soutient-il. «Cette capacité des listes mineures à réunir des candidatures doit être perçue par les partis au gouvernement

comme un signal fort: ces nouvelles listes peuvent devenir des adversaires redoutables.»

La fragmentation du parlement, «déjà en cours depuis quelques législatures», risque donc de s'accroître, indique Oscar Mazzoleni. «Ce qui pose problème dans la mesure où les réformes du gouvernement se concrétisent difficilement. Il n'y a pas de convergence sur de grands thèmes de l'agenda politique, par exemple la réforme scolaire, et ceux-ci traînent pendant des années sans que des solutions soient trouvées.»

Maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques (IEP) de l'Université de Lausanne, Andrea Pilotti confirme l'effet surprise, après deux ans de pandémie. On aurait pu s'attendre à un désintérêt et à une méfiance envers les institutions, avance-t-il. «Le mouvement HelvEtica, nouvellement formé, constitué de personnes très critiques par rapport aux décisions des autorités pen-

dant la pandémie, donne une voix à un électoralat qui, autrement, se serait peut-être abstenu de voter. Je trouve cela intéressant.»

Parlement fragmenté

Quant au risque de se retrouver avec un parlement encore plus fragmenté, il fait valoir que neuf forces politiques cohabitent déjà au Grand Conseil: «C'est un effet connu du scrutin proportionnel, un système «accoucheur» de partis politiques.» Il rappelle que jusqu'en 2011, pour atteindre la majorité au parlement et faire accepter un projet, il suffisait que le PDC et le PLR se mettent d'accord. Depuis 2011, ces deux partis doivent souvent s'entendre avec la Ligue des Tessinois.

«Une fragmentation plus importante encore contraindrait les acteurs politiques à faire preuve d'une plus grande capacité à trouver des compromis», avertit-il. Un défi d'autant plus colossal si les forces sont dispersées sur l'échiquier politique. La différence avec

Genève, où il y a aussi le risque de fragmentation lors des élections cantonales d'avril – mais à droite, alors qu'au Tessin, il est à gauche –, est que pour accéder au Grand Conseil genevois, les partis doivent atteindre le seuil de 7% des voix (le quorum), pour éviter que des formations trop minoritaires y entrent, souligne-t-il. Ce qui n'est pas le cas au Tessin.

Signes favorables aux femmes

Autre surprise des listes tessinoises: les femmes représentent 40% (372) des candidatures. A elle seule, la formation Più Donne («plus de femmes»), qui s'était illustrée en 2019 avec l'obtention de deux sièges, présente 56 candidates au Grand Conseil. Depuis 2003, le nombre de candidates est en hausse. Mais c'est surtout en 2019 qu'elles ont connu un essor sensible, avec un nombre d'élues record: 31 sur 90. Cette année, on peut attribuer le plus

grand nombre de candidates à l'investissement des associations féminines, estime Andrea Pilotti, et à l'initiative «Helvetia vous appelle!», adoptée ailleurs en Suisse lors des élections fédérales de 2019 et offrant des outils pour aider à communiquer, manier les réseaux sociaux, etc. «Il faudra voir si les femmes sont élues, mais les prémisses sont favorables pour combler le retard du Tessin en matière de parité de genre en politique», conclut-il.

Pour l'instant, le seul pronostic, largement partagé, que posent les deux politologues est que les membres sortants du gouvernement actuel devraient être réélus – à moins que l'UDC parvienne à occuper l'un des deux sièges de la Lega. Le socialiste Manuele Bertoli, qui a annoncé son départ, a de grandes chances d'être remplacé par la conseillère aux Etats Marina Carobbio. Elle deviendra ainsi la quatrième conseillère d'Etat tessinoise. ■